

UNIVERSITE PARIS X - NANTERRE
U.F.R. de Sciences Economiques

THESE
pour l'obtention du grade de
DOCTEUR DE L'UNIVERSITE PARIS X
présentée et soutenue publiquement
par
Nicolas CANRY
septembre 2003

**LES EVOLUTIONS DE LA REPARTITION PRIMAIRE DES REVENUS ET
LEURS EFFETS SUR LE CHÔMAGE EN FRANCE DEPUIS 1970**

Directeur de thèse : M. le Professeur **Robert BOYER**, directeur de recherche au CNRS

RESUME DE LA THESE

Dans cette thèse, nous cherchons à comprendre pourquoi les politiques de rigueur salariale initiées au début des années 1980 afin d'enrayer la crise économique survenue dans les années 1970 ne sont pas parvenues à résorber le chômage dans les deux décennies qui ont suivi.

Dans un premier temps, nous dressons un bilan de la situation macroéconomique française entre 1970 et 2000. Il ressort que la France est passée, en l'espace de quelques années, d'une crise classique, liée à la rentabilité détériorée des entreprises, à une crise de nature keynésienne : après avoir beaucoup augmenté dans les années 1970, générant ainsi un *profit-squeeze*, la part salariale dans le PIB se retourne brusquement à partir de 1983. Il en résulte que dès la fin des années 1980, l'épargne des entreprises a retrouvé son niveau d'avant 1973. Ce redressement de l'épargne ne s'est cependant pas accompagné d'une reprise de même ampleur de l'investissement, contrairement à ce qui avait été escompté, si bien que le chômage, après un léger déclin entre 1987 et 1989 a continué de croître par la suite.

Notre démarche théorique a consisté ensuite à construire un cadre modélisé permettant de rendre compte d'un tel phénomène. Pour ce faire, nous avons introduit des contraintes de demande keynésienne dans le modèle de cycles, d'inspiration très classique, de Goodwin [1967]. On montre alors qu'une baisse importante des salaires réels peut, dans certains cas, entraîner une contraction de la consommation telle, que les entrepreneurs sont dissuadés d'investir, en dépit de la restauration de leurs profits, parce que la demande qui leur est adressée est insuffisante. L'économie bifurque alors vers un état durable de sous-emploi, la faiblesse généralisée de la demande aggravant le chômage, qui entretient en retour la faible progression des salaires. Un tel modèle permet ainsi d'expliquer pourquoi le lien entre épargne (ou profits) et investissement est fondamentalement ambivalent.

RESUME DE LA THESE EN ANGLAIS :

In this dissertation, we try to explain why the wage moderation policy, which began in 1983, has not succeeded in diminishing French unemployment.

We first present some stylized facts. In the 1980's, France shifts from classical to keynesian unemployment in a few years. After having much increased during the 1970's, the wage share suddenly began to decrease in 1983 to be back to its level of 1973 at the end of the 1980's. However, this recovery of saving has not been followed by a large increase of investment. That is why unemployment continued to increase in the 1990's.

From a theoretical standpoint, we then introduce demand constraints in the classical model of Goodwin [1967]. We show that an important wage decrease may entail a contraction of both consumption and investment, in spite of the profits recovery. In this case, growth is dampened and the economy bifurcates toward an unemployment steady state.

RESUME DE LA THESE DE MOINS DE 2000 CARACTERES :

Dans cette thèse, nous cherchons à comprendre pourquoi les politiques de rigueur salariale initiées au début des années 1980 afin d'enrayer la crise économique survenue dans les années 1970 ne sont pas parvenues à résorber le chômage dans les deux décennies qui ont suivi.

Dans un premier temps, nous dressons un bilan de la situation macroéconomique française entre 1970 et 2000. Il ressort que la France est passée, en l'espace de quelques années, d'une crise classique, liée à la rentabilité détériorée des entreprises, à une crise de nature keynésienne : après avoir beaucoup augmenté dans les années 1970, générant ainsi un *profit-squeeze*, la part salariale dans le PIB se retourne brusquement à partir de 1983. Il en résulte que dès la fin des années 1980, l'épargne des entreprises a retrouvé son niveau d'avant 1973. Ce redressement de l'épargne ne s'est cependant pas accompagné d'une reprise de même ampleur de l'investissement, contrairement à ce qui avait été escompté, si bien que le chômage, après un léger déclin entre 1987 et 1989 a continué de croître par la suite.

Notre démarche théorique a consisté ensuite à construire un cadre modélisé permettant de rendre compte d'un tel phénomène. Pour ce faire, nous avons introduit des contraintes de demande keynésienne dans le modèle de cycles, d'inspiration très classique, de Goodwin [1967]. On montre alors qu'une baisse importante des salaires réels peut, dans certains cas, entraîner une contraction de la consommation telle, que les entrepreneurs sont dissuadés d'investir, en dépit de la restauration de leurs profits, parce que la demande qui leur est adressée est insuffisante. L'économie bifurque alors vers un état durable de sous-emploi, la faiblesse généralisée de la demande aggravant le chômage, qui entretient en retour la faible progression des salaires. Un tel modèle permet ainsi d'expliquer pourquoi le lien entre épargne (ou profits) et investissement est fondamentalement ambivalent.

(1966 caractères, espaces compris)

UNIVERSITE PARIS X - NANTERRE
U.F.R. de Sciences Economiques

THESE
pour l'obtention du grade de
DOCTEUR DE L'UNIVERSITE PARIS X
présentée et soutenue publiquement
par
Nicolas CANRY
25 septembre 2003

**LES EVOLUTIONS DE LA REPARTITION PRIMAIRE DES REVENUS ET
LEURS EFFETS SUR LE CHÔMAGE EN FRANCE DEPUIS 1970**

Directeur de thèse : M. le Professeur **Robert BOYER**, directeur de recherche au CNRS

RESUME DE LA THESE :

Dans cette thèse, nous cherchons à comprendre pourquoi les politiques de rigueur salariale, initiées au début des années 1980, ne sont pas parvenues à résorber le chômage dans les deux décennies qui ont suivi.

Dans un premier temps, nous dressons un bilan de la situation macroéconomique française entre 1970 et 2000. Il ressort que la France est passée, en l'espace de quelques années, d'une crise classique, liée à la rentabilité détériorée des entreprises, à une crise de nature keynésienne. En effet, après avoir beaucoup augmenté (et généré ainsi un *profit-squeeze*) dans les années 1970, la part salariale chute brusquement à partir de 1983. Dès la fin des années 1980, l'épargne des entreprises a retrouvé son niveau d'avant 1973. Ce redressement de l'épargne ne s'est cependant pas accompagné d'une reprise de même ampleur de l'investissement, contrairement à ce qui avait été escompté, si bien que le chômage, après un léger déclin entre 1987 et 1989, a continué de croître par la suite.

Dans un second temps, nous proposons un modèle permettant d'expliquer pourquoi la baisse de la part salariale n'a pas entraîné une reprise plus marquée de l'emploi. Pour ce faire, nous introduisons des contraintes de demande keynésiennes dans le modèle classique de Goodwin [1967]. On montre alors qu'une baisse importante des salaires réels peut entraîner une contraction de la consommation telle que les entrepreneurs sont dissuadés d'investir en dépit de la restauration de leurs profits. L'amélioration de la rentabilité n'engendre plus automatiquement une reprise de l'accumulation de capital : le cycle de Goodwin peut ainsi disparaître et l'économie bifurquer vers un état durable de sous-emploi. La faiblesse généralisée de la demande accroît le chômage, qui entretient en retour la faible progression des salaires et de la demande. Un tel modèle souligne ainsi l'ambivalence de la relation entre épargne (ou profits) et investissement.

(moins de 2000 caractères, espaces compris)